

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 29/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**UNEAL Masnières n°44 ( ex A1)**

1 rue Marcel Leblanc  
BP 159  
62223 Saint-Laurent-Blangy

Références : 2025-V1-274  
Code AIOT : 0007001521

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2025 dans l'établissement UNEAL Masnières n°44 ( ex A1) implanté 44 rue de marcoing 59241 Masnières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'est déroulée dans le cadre de l'action coup de poing relative au contrôle du parc des ESP au sein des sites ICPE.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UNEAL Masnières n°44 ( ex A1)
- 44 rue de marcoing 59241 Masnières
- Code AIOT : 0007001521

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est régi par l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 mai 2011 et il est constitué des principaux stockages suivants :

- de silos de stockage de céréales :
  - 3 cellules verticales métalliques (C8, C9, C10) de capacité unitaire 10 550 m<sup>3</sup>, soit un total de 31 650 m<sup>3</sup>,
  - 3 cellules verticales métalliques (C1, C2, C3) de capacité unitaire 4 600 m<sup>3</sup>, soit un total de 13 800 m<sup>3</sup>,
  - 4 boisseaux (C4, C5, C6, C7) de 309 m<sup>3</sup>, soit un total de 1 236 m<sup>3</sup>.
- La capacité totale de stockage est de 46 686 m<sup>3</sup>.

- d'un stockage d'engrais :

le bâtiment est divisé en huit cellules, chacune séparée par des murs béton : 5 cases de 480 tonnes et 3 cases de 800 tonnes soit une capacité de stockage de 4 800 tonnes. L'autorisation porte sur 4 850 tonnes d'engrais simples solides à base de nitrates (ammonitrates, sulfonitrates...) correspondant aux spécifications de la norme NFU 42-001 (ou à la norme européenne équivalente) ou engrais composés à base de nitrates. La teneur en azote du nitrate d'ammonium est inférieure à 28 %. Ce stockage est soumis au régime de l'autorisation.

Les engrais stockés sont :

- des ammonitrates 27 %,
- des engrais binaires NP conformes à la norme NFU 42-001,
- des engrais ternaires NPK conformes à la norme NFU 42-001,
- du chlorure de potassium.

- d'un stockage d'engrais liquides :

la capacité de stockage de produits liquides est de 3 x 55 m<sup>3</sup> soit 165 m<sup>3</sup>.  
Le stockage est réalisé dans 3 cuves.

#### Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Existence de la liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Sans objet
2	Complétude de la liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Sans objet
3	Périodicité d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Sans objet
4	Périodicité de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Sans objet
5	Dossier	Arrêté Ministériel du 20/11/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'exploitation – documents de fabrication	article 6-I	
6	Personnel d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Sans objet
7	Enregistrement de suivi en continu des engrais	Arrêté Préfectoral du 12/05/2011, article 8.2.1.3.4	Sans objet
8	Matières interdites et incompatibles	Arrêté Préfectoral du 12/05/2011, article 8.2.3.1.1	Sans objet
9	Plan d'intervention interne	Arrêté Préfectoral du 12/05/2011, article 7.6.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater la conformité du site aux prescriptions ayant fait l'objet du contrôle.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Existence de la liste des équipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage.
<b>Constats :</b>  Par transmission du 18 juillet 2025, l'exploitant a transmis une liste des équipements sous pression exploités sur son établissement. Seule une cuve est concernée. L'inspection terrain n'a pas permis de recenser d'autres équipements sous pression qui seraient soumis à la réglementation ad hoc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Complétude de la liste des équipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.
<b>Constats :</b>  Le tableau de suivi des ESP (liste des équipements) précise : - le type d'équipement concerné ainsi que son numéro de série : cuve CORDIVARI - numéro de série P199799 ; - la pression de service ainsi que le volume : PS = 11b et V = 491 L. Le produit PS x V étant de 5401 m <sup>3</sup> ; - la date de la déclaration de conformité CE : le 06/12/2024 ; - la date de mise en service : le 02/04/2025 ; - le régime de surveillance ainsi que les dates des prochains contrôles (inspection périodique et requalification périodique).  Ces éléments correspondent à ce qui est indiqué sur l'équipement (cf photo).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Périodicité d'inspection périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : [...]Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques <b>est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11</b> , que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.
<b>Constats :</b>

La première inspection périodique (IP) aura lieu le 02/04/2028 soit trois ans après la date de mise en service. La périodicité sera respectée s'agissant d'un récipient pour lequel il s'agit de la première IP après la mise en service. Puis tous les 4 ans au maximum.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Périodicité de requalification périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li> <li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li> <li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li> <li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li> <li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li> <li>- <b>dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</b></li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>S'agissant d'un équipement mis en service en 2025 la première requalification périodique aura lieu en 2035. Cette date est reprise dans le tableau listant les ESP sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Dossier d'exploitation – documents de fabrication**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;

- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;

- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :

- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;

- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;

- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;

- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;

- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;

#### Constats :

Le dossier d'exploitation (version papier) a été présenté et examiné le jour de l'inspection. Celui-ci comporte l'ensemble des éléments attendus :

- la déclaration de conformité CE ;

- la notice d'instructions de la cuve en français, ainsi que les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;

- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage : pour l'équipement concerné, une soupape tarée à 11b.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 6 : Personnel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression

Prescription contrôlée :

<p>I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches.</p> <p>Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.</p> <p>Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'équipement, objet du contrôle, n'entre pas dans les conditions de soumission à l'article 7 (PS.V &lt; 10000 bar.L).</p> <p>La société en charge du suivi et qui réalisera l'inspection périodique est la société AVM (Air Vide Maintenance).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Enregistrement de suivi en continu des engrais**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2011, article 8.2.1.3.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks - engrais</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A compter du 01/04/2011, l'exploitant tient à jour un état des engrais stockés et des flux.</p> <p>Cet état, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, permet de fournir sur sa demande pour un produit présent à un moment donné :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>immédiatement les caractéristiques des engrais stockés sur le site (fournisseur, type d'engrais), les dates d'arrivée, les quantités présentes et leur emplacement précis sur le site ;</b></li> <li>- sous vingt-quatre heures, le(s) fabricant(s) des engrais stockés sur le site, la liste des clients, leurs coordonnées et les quantités livrées ;</li> <li>- sous quarante-huit heures ouvrables, les coordonnées des transporteurs.</li> </ul> <p>L'exploitant tient à jour un état des opérations réalisées au niveau des installations (bâchage, nettoyage notamment) ainsi qu'un enregistrement des incidents survenus.</p> <p><b>Les informations concernant le type d'engrais, les quantités présentes sur le site et leur emplacement précis sont tenues en permanence à la disposition des services d'incendie et de secours, même en cas de situation dégradée (accident, absence d'alimentation électrique par exemple) et sont facilement accessibles.</b></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à la demande de l'inspection et de manière instantanée un tableau reprenant l'ensemble de son stock.</p> <p>Les informations concernant les engrais ont été examinées.</p> <p>Les quantités présentes sur le site ainsi que leur emplacement sont précisés.</p> <p>Les quantités sont bien inférieures aux 900 tonnes par case autorisées et inférieures à 4850 tonnes au total pour les engrais classés 4702 III et IV tel qu'autorisé sur le site.</p>



<p>Un affichage est présent à l'extérieur du bâtiment de stockage reprenant les quantités présentes, en cohérence avec la tableau transmis (cf photo).</p> <p>Les quantités ainsi que les rubriques ICPE concernées sont également reportées sur chaque case (cf photo).</p> <p><b>Observation :</b> Sur ce même panneaux il est indiqué "dernier passage : 18/04". Il convient de préciser à quoi correspond cette date et de la mettre à jour si nécessaire. S'il s'agit du nettoyage annuel des cases préciser l'année.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Matières interdites et incompatibles**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2011, article 8.2.3.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matières interdites et incompatibles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les stockages ne contiennent aucun entreposage de matières combustibles ou incompatibles.  <b>Sont notamment interdits à l'intérieur du magasin de stockage et du stockage couvert ainsi qu'à moins de 10 mètres de tout stockage :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les matières combustibles (bois, palettes, carton, sciure, carburant, huile, pneus, emballages, foin, paille par exemple) ;</li> <li>- les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale, les semences ;</li> <li>- le nitrate d'ammonium technique, les produits agropharmaceutiques ;</li> <li>- les bouteilles de gaz comprimé ;</li> <li>- les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites, la chaux vive par exemple.</li> </ul> <p>Cependant, dans le cas des engrais conditionnés, sont tolérés leurs emballages et supports de transport (palettes) à l'exclusion de tout stock de réserve.  Les bâches de protection sont tolérées pour les engrais stockés en vrac.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'a été observé aucun stockage de matière combustible (en dehors de bâches de protection pour certains engrais en vrac) ni de matière organique à l'intérieur du magasin de stockage des engrais et du stockage couvert ainsi qu'à moins de 10 mètres de tout stockage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Plan d'intervention interne**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2011, article 7.6.4</p>
---

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan d'intervention interne

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un Plan d'Intervention Interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente.

Ce plan d'intervention doit être facilement compréhensible. Il doit contenir à minima :

- Les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et/ou fonction) des agents devant engager ces actions ;
- Pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre ;
- Les principaux numéros d'appels ;
- Des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent :
  - Les zones à risques particuliers (zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits inflammables, toxiques, comburants...) ;
  - L'état des différents stockages (nature, volume...) ;
  - Les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé...) ;
  - Les moyens de détection et de lutte contre l'incendie ;
  - Les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques) ;

Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits présents sur site doivent être accessibles en permanence.

Ce plan est transmis à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, à Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours. Ce plan d'intervention est par ailleurs tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.

Ce plan d'intervention interne doit régulièrement être mis à jour. Il le sera en particulier, à chaque modification de l'installation, à chaque modification de l'organisation, à la suite de mouvements de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan d'intervention et en tout état de cause au moins une fois par an.

Lors de l'élaboration de ce plan d'intervention ou lors de ses révisions, l'exploitant devra définir des actions à engager cohérentes avec l'étude des dangers de l'établissement et avec les prescriptions édictées par le présent arrêté.

Le Préfet, peut demander la modification des dispositions envisagées.

**Constats :**

L'exploitant a transmis la dernière version de son plan d'intervention interne - version C du 25 août 2021.

Ce document intègre l'ensemble des éléments attendus. Il ne semble pas y avoir eu de modification sur le site depuis cette date nécessitant sa mise à jour.

**Observation** : il convient de s'assurer que ce document est à jour et qu'il a été transmis au SDIS.

**Type de suites proposées** : Sans suite